

LES AMIS DE FORCE-OUVRIÈRE

POUR LE RETOUR AUX FONDAMENTAUX À FO ET CONTRE LA DÉRIVE CORPORATISTE ACTUELLE

Bulletin n°21

F. SOUILLOT et la collaboration de classe : Ça, Ce n'est pas Force-Ouvrière !

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024

LE JOURNAL DU DIMANCHE

5

L'événement

Syndicats

La CFE-CGC et FO créditent Matignon de vouloir renouer le dialogue

ATTENTES Reçus cette semaine par le directeur de cabinet de Michel Barnier, les dirigeants des deux syndicats en sont ressortis avec des premières réponses, plutôt encourageantes

Mais au titre de quel mandat, F.Souillot s'est-il précipité au *Journal du Dimanche* du 22 septembre, journal propriété de Bolloré, pour « dialoguer » avec un gouvernement pas encore constitué et avec à sa tête le représentant d'un parti dont la coalition avec les « macronistes » vient de perdre les élections !

La première chose à faire c'est de s'opposer à ce déni de démocratie...

La seconde c'est d'attendre, en respect de la démocratie syndicale, le CCN qui se tenait quelques jours plus tard et d'en recevoir un mandat...

Le résultat de cette précipitation solitaire de Souillot est le suivant :

Frédéric Souillot (FO) « Le Smic ne permet pas de vivre décemment »



INTERVIEW

Comment se porte le climat social parmi les salariés dans les entreprises ?

Depuis juin, une colère sourde ne cesse de monter. Elle se cristallise aujourd'hui dans les entreprises où il y a des réductions de postes ou des fermetures de départements.

L'inflation en France est repassée sous la barre des 2 % au mois d'août, pour la première fois depuis trois ans. Ce retour à une inflation plus faible ne justifie pas forcément une hausse des salaires...

L'inflation n'est pas le seul critère. J'ajoute que la récente hausse des prix est inédite depuis 1987. Et ils restent élevés. C'est avec la paie qu'on remplit le frigo. Les baisses sur l'énergie et le carburant arrivent, mais sur les produits essentiels, toujours rien. Les hausses de salaire restent une priorité. C'est l'exigence numéro un des Français.

Lors de votre rencontre avec le directeur de cabinet de Michel Barnier mardi dernier, quelles ont été vos demandes concernant le Smic ?

Il faut augmenter le Smic à 80 % du salaire médian. J'ai aussi défendu le retour de l'échelle mobile des salaires : si le Smic augmente de 2 %, tous les salaires des minima de coefficients dans les grilles augmentent de 2 %, inflation ou pas. Cela mettrait fin à la « désmicardisation » souhaitée par beaucoup. J'ai par ail-

leurs également dit à Jérôme Fournel qu'il fallait abroger la réforme des retraites. Nous devons revenir à un système par répartition, mais l'âge de départ ou l'allongement des cotisations, c'est un non-sujet. La priorité, c'est l'emploi des seniors.

Jérôme Fournel vous a-t-il laissé entendre que le Smic pourrait être amené à évoluer ?

Non. On a beaucoup parlé d'une économie en berne et de la condition des aides publiques aux entreprises. Un point d'accord : nous voulons rétablir l'impôt progressif pour tous, en particulier pour ceux qui bénéficient de réductions fiscales ailleurs que sur le territoire national. Ce rendez-vous était une prise de contact, qui s'est plutôt bien déroulée.

« La colère est sourde, mais elle gronde »

Comme la CFE-CGC, vous ne comptez pas manifester avec la CGT le 1^{er} octobre prochain. Pourquoi ?

Faire des manifestations préventives, avant même de connaître le discours de politique générale du Premier ministre ou les projets de loi de finances, ce n'est pas Force ouvrière. L'unité d'action, nous l'avons vécue avec la réforme des retraites ; l'intersyndicale, ce n'est ni la Nupes ni un « nouveau » Front populaire.

Y a-t-il un risque de forte mobilisation sociale si le gouvernement ne prend pas de mesures concernant les bas salaires ?

La colère est sourde, mais elle gronde. Si le président Macron généralise la prime d'activité à tous ceux qui sont au Smic, c'est bien parce qu'il sait que le Smic ne suffit pas pour vivre décemment. Sans mesure sur les bas salaires, la réforme des retraites et la protection sociale collective, cette colère sourde deviendra vite visible. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR LARA TCHEKOV

Si l'on comprend bien, il ne faut rien faire avant le discours de politique générale du Premier ministre... Alors pourquoi rencontrer son directeur de cabinet, avant le discours en question ?

Et que vient faire cette référence à l'unité d'action syndicale si c'est pour ne pas la pratiquer en allant en avant-première et seul causer avec ce personnage, figure bien connue du « macronisme »...

D'ailleurs l'intersyndicale a toujours été compatible, historiquement, sur des revendications précises, avec des partis politiques : en 1936 comme en 1945... Et cela a donné des acquis sociaux majeurs. Donc on ne fait pas la fine bouche sur l'unité, on n'en a, en plus, pas les moyens...

Tout de même, le militant de base se pose une question : comment Souillot a-t-il avalé le bobard d'un représentant du capital, ce directeur de cabinet, qui serait pour « un impôt progressif »... sans blague !!! Ils ont toujours été contre... Comme quoi la collaboration de classe, ça ne marche pas, ça n'est pas Force-Ouvrière. Mais ça a été souvent la Cfdt : la place est prise, pas la peine d'essayer... C'est pourquoi il n'y a pas à attendre le discours du Premier Ministre pour se positionner, car ça c'est de la collaboration de classe. Il faut avoir, en permanence, son propre programme de classe...

**D'autant que Barnier a fait son discours.
Et là, il est où l'impôt progressif annoncé par Souillot :
Tu rigoles ! Qui peut gober ça ?**

Non, il faut faire payer les retraités comme s'ils étaient des « privilégiés ». Et sur les dividendes pour les vrais privilégiés, à hauteur de 100 milliards d'euros : rien, les rentiers peuvent dormir tranquilles... Barnier c'est le sous-fifre du capital : coupes budgétaires massives, surtout dans l'Éducation nationale et la Santé. Et classique de l'extrême droite : s'en prendre aux fonctionnaires...

Hypocrisie et mépris de classe que tout ceci !

Il vaut mieux organiser l'opposition au lieu d'apporter son aval à un gouvernement de légitimité démocratique nulle...

**Alors,
Il y aura une mobilisation FO le 26 octobre, un « meeting national »...**

Une Intersyndicale : non.

Pourtant la gravité des attaques contre les Services Publics demande un rapport de force robuste : FO seule

n'y suffira pas. C'est la leçon de 1995. En plus on ne peut pas se limiter à la défense des retraites et du pouvoir d'achat. Il faut revendiquer pour que cesse la fabrication délibérée d'un faux déficit par le gouvernement Macron (et d'autres avant lui).

Il faut revendiquer syndicalement :

(1) De revenir à l'impôt sur les sociétés à 33%. Macron/Le Maire l'on fait passer à 25% : c'est une cause directe du déficit : ce qui est reconnu y compris par la Cour des Comptes... à la hauteur de 62 milliards !

(2) Faire payer aux patrons les 75 milliards d'euros de cotisations impayées et qui sont dues. Alors que les salariés payent leurs cotisations !

(3) Remettre à plat et supprimer une bonne partie des niches fiscales à hauteur de 83 milliards d'euros.

(4) Légiférer pour réduire l'évasion fiscale à 100 milliards d'euros.

(5) Légiférer pour que le versement de dividendes diminue au bénéfice des salaires et de l'investissement dans l'entreprise...

Et ce sont là les causes de ce déficit fabriqué de toutes pièces. Alors que les retraités, fonctionnaires, Services Publics n'y sont pour rien.

Il faut un programme revendicatif de classe contre les privilèges et les privilégiés réels de la société : le programme du syndicalisme libre et indépendant.

Mais pourquoi choisir le 26 octobre, pour un « Meeting National » ?

Alors que c'est en pleines vacances !

Et comment faire « National » avec une salle de 2000 places ?

Alors que mobiliser « nationalement », à FO, ça a toujours été Bercy et Charlety !!!

20 000 militants à Charlety, ça c'est crédible !

En tout état de cause, il faut revendiquer la suppression des privilèges indus qui fabriquent : inégalités sociales et ce fameux déficit artificiel, prétextes à la casse sociale par la clique « Barnier ».

Sans omettre les revendications sur les retraites, le pouvoir d'achat, la suppression de la gestion à flux tendu dans l'Instruction Publique et la Santé...

Ces deux revendications vont ensemble... Et pas en solitaire, mais avec un rapport de force unitaire et robuste !

Morale de l'histoire :

Le faux pas, la faute de F. Souillot prouve qu'il faut chercher un nouveau Secrétaire Général, à la tête de Force-Ouvrière.

La collaboration de classe, on le sait, on le voit, c'est se faire rouler dans la farine.

À coup sûr, ça n'a jamais été, ça ne peut pas être, ça ne sera jamais Force-Ouvrière.

Les Amis de Force-Ouvrière
octobre 2024